

siégeant comme en référé, n'a pas statué.

Si président du tribunal de commerce de Bruxelles, siégeant comme en référé, a rejeté le recours et que la décision a été exécutée, le juge d'appel peut, s'il estime l'appel recevable et le recours fondé, décider d'accorder uniquement des dommages-intérêts si l'acceptation du recours avait des conséquences disproportionnées pour le prestataire autorisé à fournir des services d'assistance en escale sur l'aéroport et/ou pour la continuité de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National.

Art. 5. La présente loi est applicable aux décisions adoptées après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, dans le cadre des procédures de sélection en cours à cette date et des procédures de sélection organisées après cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Mobilité,
F. BELLOT

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour le ministre de la Justice, absent :

Le Vice-Premier ministre et
ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,
chargé du Commerce extérieur,
K. PEETERS

—
Note

(1) *Session 2014-2017.*

Chambre des représentants.

Documents. — n° 54-2570/4.

beslissing niet uitgevoerd worden voordat de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Brussel, zetelend zoals in kort geding, uitspraak heeft gedaan.

Indien de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Brussel, zetelend zoals in kort geding, het beroep heeft verworpen en de beslissing werd uitgevoerd, kan de rechter in hoger beroep, indien hij van oordeel is dat het hoger beroep ontvankelijk is en dat het beroep gegrond is, beslissen om enkel een schadevergoeding toe te kennen indien de inwilliging van het beroep onevenredig grote gevolgen zou hebben voor de dienstverlener aan wie toestemming werd verleend om op de luchthaven grondafhandelingsdiensten te verrichten en/of voor de continuïteit van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Art. 5. Onderhavige wet is van toepassing op de beslissingen genomen na de inwerkingtreding van de huidige wet, in het kader van de lopende selectieprocedures op deze datum en de selectieprocedures georganiseerd na deze datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Mobiliteit,
F. BELLOT

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de minister van Justitie, afwezig :

De Vice-eersteminister en
minister van Werk, Economie en Consumenten,
belast met Buitenlandse Handel,
K. PEETERS

—
Nota

(1) *Zitting 2014-2017.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — nr. 54-2570/4

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2017/12980]

31 JUILLET 2017. — Arrêté royal portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1, 89, alinéa 1^{er}, et 96, alinéa 1^{er} de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, l'article 20, § 2, alinéa 2, modifié par la loi du 25 décembre 2016, les articles 78, alinéa 1^{er}, et 80, alinéa 2, les articles 86, alinéa 1^{er}, 87, § 2/1 et 89, alinéa 1^{er}, modifiés par la loi du 25 décembre 2016 et l'article 96, alinéa 1^{er};

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, s'agissant de dispositions d'autorégulation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mai 2016;

Vu l'avis 60.977/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le tableau budgétaire des services et entités assimilées visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2° à 4° de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral est divisé en une partie recettes et en une partie dépenses classées suivant les

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2017/12980]

31 JULI 2017. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikel 20, § 2, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, artikelen 78, eerste lid, en 80, tweede lid, artikelen 86, eerste lid, 87, § 2/1, en 89, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016 en artikel 96, eerste lid;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het bepalingen van autoregulering betreft;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 30 mei 2016;

Gelet op het advies 60.977/4 van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen bepaling*

Artikel 1. De begrotingstabel van de diensten en gelijkgestelde entiteiten bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2° tot 4°, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat bevat een deel ontvangsten en een

codes de la classification économique, qui regroupe les opérations selon la structure macroéconomique basée sur le Système Européen de Comptes (SEC).

Les tableaux budgétaires sont confectionnés selon une structure horizontale et verticale fixée au chapitre 2.

CHAPITRE 2. — *Dispositions concernant la structure du tableau budgétaire*

Section 1. — *Dispositions concernant la structure horizontale du tableau budgétaire*

Art. 2. Les articles de dépenses et de recettes sont numérotés sur base des deux premières positions de la classification économique.

Chaque article budgétaire est ventilé par code de la classification économique à quatre positions suivi d'un numéro d'ordre à deux positions classé par ordre croissant, et par sorte de crédits, limitatif et non limitatif.

Le libellé en français et en néerlandais de l'article est celui de la classification économique.

Le numéro d'ordre correspond à une sous-ventilation du code économique et permet de caractériser une dépense ou recette spécifique. Par défaut le numéro d'ordre est composé de deux zéros.

Le Ministre du Budget peut définir une liste de numéros d'ordre fixes, et leur libellé, par code économique.

Art. 3. Les totaux sont calculés par article, par code économique ainsi que de manière globale pour le budget des dépenses et le budget des recettes. Ces totaux sont mentionnés par sorte de crédits.

Section 2. — *Dispositions concernant la structure verticale du tableau budgétaire*

Art. 4. Le tableau budgétaire est composé des colonnes suivantes :

- 1° une colonne qui contient l'article;
- 2° une colonne qui contient le code économique;
- 3° une colonne qui contient le numéro d'ordre;
- 4° une colonne qui contient l'indication des sortes de crédits : les crédits limitatifs sont désignés par « lim » et les crédits non limitatifs par « n.lim »;
- 5° une colonne qui contient le libellé en français de l'article, du code économique et du numéro d'ordre et une colonne avec les mêmes libellés en néerlandais.

Dans le cas d'un budget initial pour une année budgétaire considérée (année t), les colonnes suivantes sont ajoutées :

- 1° une colonne qui contient les crédits pour les dépenses ou les estimations pour les recettes du budget initial de l'année budgétaire t;
- 2° une colonne qui contient les crédits pour les dépenses ou les estimations des recettes du dernier budget approuvé de l'année budgétaire t-1;
- 3° une colonne qui contient l'exécution du budget de l'année budgétaire t-2.

Dans le cas d'un ajustement du budget pour une année budgétaire considérée, les colonnes suivantes sont mentionnées :

- 1° une colonne qui contient les crédits pour les dépenses et les estimations pour les recettes du budget initial de l'année budgétaire t;
- 2° une colonne qui contient les ajustements des crédits pour les dépenses et des estimations pour les recettes de l'année budgétaire considérée;
- 3° une colonne qui contient l'estimation du crédit ajusté, correspondant à la somme des estimations des crédits initiaux et des ajustements de crédits;

Dans le cas de la Loi ouvrant des crédits provisoires pour une année budgétaire considérée, les colonnes suivantes sont mentionnées dans le tableau du budget :

- 1° une colonne qui contient les crédits de références du dernier budget qui précède l'année budgétaire considérée;
- 2° une colonne qui contient les crédits à n/12èmes des crédits de référence y inclus les dérogations approuvées par le Ministre du Budget et le ministre dont l'organisme relève.

deel uitgaven, geordend volgens de codes van de economische classificatie, die de verrichtingen groepeerd volgens de macro-economische structuur gebaseerd op het Europees Stelsel van Rekeningen (ESR).

De begrotingstabellen worden opgemaakt volgens een horizontale en verticale structuur die in hoofdstuk 2 bepaald wordt.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de structuur van de begrotingstabel*

Afdeling 1. — *Bepalingen betreffende de horizontale structuur van de begrotingstabel*

Art. 2. De artikelen van de uitgaven en ontvangsten worden genummerd op basis van de eerste twee posities van de economische classificatie.

Elk begrotingsartikel wordt opgesplitst tot op een code van vier posities van de economische classificatie, gevolgd door een volgnummer met twee posities in oplopende volgorde geklasseerd, en per kredietsoort, limitatief en niet-limitatief.

De Franse en Nederlandse omschrijving van het artikel is die van de economische classificatie.

Het volgnummer stemt overeen met een verdere opsplitsing van de economische code en zorgt ervoor dat men een specifieke uitgave of ontvangst nader kan bepalen. Standaard bestaat het volgnummer uit twee nullen.

De Minister van Begroting kan per economische code een lijst van vaste volgnummers bepalen, evenals hun omschrijving.

Art. 3. De totalen worden opgemaakt per artikel, per economische code en op globale wijze voor de uitgavenbegroting en de ontvangstenbegroting. Deze totalen worden per kredietsoort opgemaakt.

Afdeling 2. — *Bepalingen betreffende de verticale structuur van de begrotingstabel*

Art. 4. De begrotingstabel bevat de volgende kolommen :

- 1° een kolom die het artikel bevat;
- 2° een kolom die de economische code bevat;
- 3° een kolom die het volgnummer bevat;
- 4° een kolom met de aanduiding van de kredietsoort : de limitatieve kredieten worden aangeduid met "lim", de niet-limitatieve kredieten met "n.lim";
- 5° een kolom die de omschrijving in het Frans, de economische code en het volgnummer bevat en een kolom met dezelfde omschrijving in het Nederlands.

Indien het gaat om een initiële begroting voor een bepaald begrotingsjaar (jaar t) worden de volgende kolommen toegevoegd :

- 1° een kolom die de kredieten bevat voor de uitgaven of de ramingen van de ontvangsten van de initiële begroting van het begrotingsjaar t;
- 2° een kolom die de kredieten bevat voor de uitgaven of de ramingen van de ontvangsten van de laatste goedgekeurde begroting van het begrotingsjaar t-1;
- 3° een kolom die de uitvoering bevat van de begroting van het begrotingsjaar t-2.

Indien het gaat om een aanpassing van de begroting voor een bepaald begrotingsjaar, worden de volgende kolommen vermeld :

- 1° een kolom die de kredieten bevat voor de uitgaven en de ramingen van de ontvangsten van de initiële begroting van het begrotingsjaar t;
- 2° een kolom die de aanpassingen van de kredieten bevat voor de uitgaven en de ramingen van de ontvangsten van het beschouwde begrotingsjaar;
- 3° een kolom die de raming van het aangepaste krediet bevat, die overeenkomt met de som van de ramingen van de initiële kredieten en de aanpassingen van de kredieten;

Indien de Wet voor een bepaald jaar voorlopige kredieten opent, worden de volgende kolommen vermeld in de begrotingstabel :

- 1° een kolom die de referentiekredieten bevat van de laatste begroting die het begrotingsjaar voorafgaat;
- 2° een kolom die de kredieten bevat ten belope van n/12en van de referentiekredieten, met inbegrip van de afwijkingen goedgekeurd door de Minister van Begroting en de minister onder wie de dienst ressorteert.

Art. 5. Un article budgétaire peut comprendre des crédits qui n'ont pas encore été ventilés selon la classification économique à quatre positions. Un code économique générique, correspondant aux deux positions de l'article suivies de deux zéros, suivi du numéro d'ordre par défaut est utilisé pour inscrire ces crédits dans le budget des dépenses ou ces estimations dans le budget des recettes.

Les crédits ou les estimations budgétaires doivent d'abord être transférés sur des codes économiques suivis d'un numéro d'ordre existant avant de pouvoir être utilisés, à l'exclusion possible du code générique «1100».

CHAPITRE 3. — *Dispositions concernant les justifications relatives au budget*

Art. 6. Une fiche justificative est établie par article du budget, dont le modèle est transmis aux services.

CHAPITRE 4. — *Dispositions concernant le dépôt et l'approbation du budget annuel*

Art. 7. Les délais dans lesquels son projet de budget doit être transmis au Ministre du Budget sont communiqués à chaque organisme administratif public.

Art. 8. Le budget de chaque organisme administratif public à gestion autonome, accompagné de son document justificatif, est approuvé par le ministre dont l'organisme relève et le Ministre du Budget au plus tard le 31 décembre de l'année précédant l'année considérée pour le budget initial.

Chaque ajustement du budget établi par l'organe de gestion est communiqué au Ministre du Budget.

Art. 9. Le projet de budget des entités assimilées aux services visés à l'article 2, 3° b) de la loi précitée du 22 mai 2003, approuvé par le ministre de tutelle ou à défaut par l'organe de gestion, est transmis au Ministre du Budget au plus tard le 31 décembre de l'année précédant l'année considérée pour le budget.

Art. 10. L'absence de transmission en temps utile de la part d'un service visé à l'article 2, 3° de la loi précitée du 22 mai 2003, de son budget, accompagné de son document justificatif, entraîne le blocage partiel des versements des interventions de l'Etat en sa faveur pour l'année budgétaire concernée. Seuls les versements des interventions couvrant les dépenses à charge des crédits de personnel sont versées en douzièmes, sur la base des crédits correspondants du dernier budget des dépenses qui a été approuvé, jusqu'à ce que l'organisme transmette son budget.

CHAPITRE 5. — *Disposition concernant le paiement des dotations aux services administratifs à comptabilité autonome et organismes administratifs publics*

Art. 11. Après la publication au *Moniteur belge* du budget général des dépenses pour une année budgétaire, les services de l'administration générale liquident et payent les dotations au profit des services administratifs à comptabilité autonome et des organismes administratifs publics qui bénéficient d'une dotation.

CHAPITRE 6. — *Disposition concernant les modalités du tableau récapitulatif avec les montants, par obligation juridique, qui seront liquidés à charge des années budgétaires ultérieures*

Art. 12. Les services administratifs à comptabilité autonome et les organismes administratifs publics à gestion ministérielle tiennent un tableau récapitulatif par obligation juridique pluriannuelle, qui contient une ventilation des droits constatés à charge de l'année budgétaire en cours et des années budgétaires ultérieures.

Art. 13. Les obligations juridiques sont regroupées dans le tableau récapitulatif selon les deux premières positions de la classification économique.

Tous les montants dans le tableau récapitulatif sont exprimés en prix constants de l'année budgétaire T.

Un modèle de tableau récapitulatif est fixé par le ministre qui a le Budget dans ses attributions.

Art. 5. Een begrotingsartikel kan kredieten bevatten die nog niet werden opgesplitst volgens de economische classificatie met vier posities. Om deze kredieten in de uitgavenbegroting of deze ramingen in de ontvangstenbegroting in te schrijven, wordt een generieke economische code gebruikt die overeenkomt met de twee posities van het artikel gevolgd door twee nullen, gevolgd door het standaard volgnummer.

De kredieten of begrotingsramingen moeten eerst toegewezen worden naar economische codes gevolgd door een bestaand volgnummer alvorens ze kunnen worden gebruikt, met een mogelijke uitzondering van de generieke code "1100".

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen betreffende de verantwoordingsstukken met betrekking tot de begroting*

Art. 6. Per begrotingsartikel wordt een verantwoordingsfiche opgesteld, waarvan het model wordt overgemaakt aan de diensten.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende de neerlegging en de goedkeuring van de jaarlijkse begroting*

Art. 7. De termijnen waarbinnen hun begrotingsontwerp moet worden overgemaakt aan de Minister van Begroting worden meegedeeld aan elke administratieve openbare instelling.

Art. 8. Het begrotingsontwerp van elke administratieve openbare instelling met beheersautonomie, vergezeld van het verantwoordingsdocument, wordt door de minister waarvan de instelling afhangt en de Minister van Begroting goedgekeurd ten laatste op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarop de initiële begroting betrekking heeft.

Elke aanpassing van de begroting opgemaakt door het beheersorgaan wordt overgemaakt aan de Minister van Begroting.

Art. 9. Het begrotingsontwerp van de instellingen gelijkgesteld met de diensten bedoeld in artikel 2, 3° b), van de voormelde wet van 22 mei 2003, goedgekeurd door de Minister van wie de dienst afhangt, of bij ontstentenis door het beheersorgaan, wordt aan de Minister van Begroting overgemaakt ten laatste op 31 december van het jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar waarop de begroting betrekking heeft.

Art. 10. Het niet tijdig overmaken van zijn begroting, samen met het verantwoordingsdocument, door een dienst bedoeld in artikel 2, 3° van de voormelde wet van 22 mei 2003, leidt tot de gedeeltelijke blokkering van de stortingen van de Staatsbijdragen in zijn voordeel voor het betrokken begrotingsjaar. Enkel de stortingen van de bijdragen die de uitgaven ten laste van de personeelskredieten dekken worden in twaalfden gestort totdat de instelling haar begroting overmaakt op basis van de overeenkomstige kredieten van de laatste goedgekeurde uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK 5. — *Bepaling betreffende de betaling van de toelagen aan de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen*

Art. 11. Nadat de algemene uitgavenbegroting voor een begrotingsjaar gepubliceerd werd in het *Belgisch Staatsblad*, vereffenen en betalen de diensten van het algemeen bestuur de toelagen ten voordele van administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen die een toelage genieten.

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling betreffende de modaliteiten van de overzichtstabel, per juridische verbintenis, met de bedragen die vereffend zullen worden ten laste van volgende begrotingsjaren*

Art. 12. De administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer houden een overzichtstabel bij per meerjarige juridische verbintenis, met een opdeling van de vastgestelde rechten ten laste van huidige en volgende begrotingsjaren.

Art. 13. De verbintenissen worden in de overzichtstabel gegroepeerd volgens de eerste 2 posities van de economische classificatie.

Alle bedragen in de overzichtstabel worden uitgedrukt in constante prijzen van het begrotingsjaar T.

Een model van overzichtstabel wordt bepaald door de minister bevoegd voor Begroting.

Art. 14. Le ministre qui a le Budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre du Budget,
S. WILMES

Art. 14. De minister bevoegd voor Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
S. WILMES

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2017/30841]

11 AOÛT 2017. — Arrêté royal intégrant dans le parquet fédéral la cellule nationale visée dans la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu le Code judiciaire, l'article 172, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par la loi du 10 avril 2014, et l'article 177, § 2, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois des 1^{er} décembre 2013 et 8 mai 2014;

Vu la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, l'article 7, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 7 novembre 2011 et modifié par la loi du 17 mai 2017;

Vu la loi du 17 mai 2017 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Intervenants », les articles 4, a) et 7;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale;

Vu l'arrêté royal du 25 mars 2014 fixant le cadre organique des secrétaires des parquets, et des membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet des cours et tribunaux;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 février 2017;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 20 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 21 avril 2017;

Vu le protocole de négociation n° 453 du comité de secteur III - Justice, conclu le 6 juin 2017;

Vu l'avis 61.752/3 du Conseil d'État, donné le 14 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale

Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre V de l'arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2017/30841]

11 AUGUSTUS 2017. — Koninklijk besluit tot integratie in het federaal parket van de nationale cel, bedoeld in de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikelen 172, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, en artikel 177, § 2, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 1 december 2013 en 8 mei 2014;

Gelet op de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken, artikel 7, eerste lid, vervangen bij de wet van 7 november 2011 en gewijzigd bij de wet van 17 mei 2017;

Gelet op de wet van 17 mei 2017 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken, met het oog op de oprichting van een DNA-gegevensbank "Intervenants", de artikelen 4, a), en 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 2013 tot uitvoering van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken en tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 7 november 2011 houdende wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 maart 2014 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de secretarissen bij de parketten, en van de personeelsleden bij de griffies en de parketsecretariaten bij de hoven en rechtbanken;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 februari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 20 april 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 21 april 2017;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 453 van het Sectorcomité III - Justitie gesloten op 6 juni 2017;

Gelet op het advies 61.752/3 van de Raad van State, gegeven op 14 juli 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 17 juli 2013 tot uitvoering van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken en tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 7 november 2011 houdende wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk V van het koninklijk besluit van 17 juli 2013 tot uitvoering van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken en tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van